ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique forestière

Question écrite n° 108980

Texte de la question

M. Laurent Hénart * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les préoccupations du Syndicat de propriétaires forestiers de Meurthe-et-Moselle relatives à l'éventuelle fin des aides à l'investissement forestier de l'État. Pourtant loin de disparaître, la forêt française couvre 27 % du territoire métropolitain, dont les trois quarts en forêt privée. Elle constitue un véritable enjeu d'avenir pour la France par son potentiel économique, social et environnemental, qui est d'ailleurs sous-utilisé actuellement. Seul 60 % de l'accroissement biologique des massifs forestiers sont récoltés. La forêt constitue une des solutions les plus naturelles pour lutter contre le réchauffement climatique et se substituer aux énergies et sources de molécules complexes fossiles. Le bois est un matériau écologique multi-usages, actuellement développé dans la construction. Les espaces forestiers constituent le plus grand réservoir de biodiversité de notre pays, préservant les sols, les ressources en eau, l'air, les paysages... Ils contribuent également au développement de la filière bois qui emploie environ 500 000 personnes et concerne 4 millions de forestiers privés. Sans soutien public, l'investissement forestier serait économiquement irrationnel et aurait fort peu de raison d'exister. Cela aurait des conséquences considérables sur l'emploi du secteur dans les zones rurales et sur la récolte de nouvelles ressources bois mises en place depuis une cinquantaine d'années. Aussi, souhaiterait-il connaître les intentions du Gouvernement en la matière et notamment savoir si les aides à l'investissement forestier seront maintenues.

Texte de la réponse

Depuis les tempêtes de 1999, la reconstitution des forêts sinistrées constitue une priorité forte de l'action publique. Fin 2006, 756 millions d'euros auront été délégués pour la reconstitution des forêts privées et publiques sinistrées par les tempêtes de 1999. Le plan chablis sera mené à son terme, fin 2009 ; il figure dans le socle national du programme de développement rural national. Le taux de subvention pour les opérations de nettoiement et de reconstitution sera maintenu à 80 %. Les moyens financiers en 2007 seront reconduits au niveau des années 2005 et 2006. A ce jour, un objectif portant sur 35 000 hectares à nettoyer et de 190 000 hectares à replanter paraît réaliste au regard de l'effort déjà accompli. Les investissements forestiers visant à l'amélioration de la valeur économique des forêts seront aussi intégrés dans le plan de développement rural hexagonal 2007-2013 (axe 1, mesure 122). Il s'agit des travaux de reboisement, de conversion de taillis ou taillis sous futaie en futaie, et d'amélioration des peuplements : élagage, dépressage, éclaircie. Il convient de noter que les aides de l'Etat à l'investissement forestier privilégient les opérations visant à apporter une amélioration significative de la ressource forestière mobilisable. En outre, afin d'assurer une plus grande efficacité au dispositif d'aide et d'encourager une gestion optimisée des surface forestières, les subventions au boisement ou au reboisement sont réservées aux propriétaires forestiers dont le projet porte sur une surface minimale de 4 hectares d'un seul tenant, inclus dans un massif d'au moins 10 hectares. Enfin, au-delà des instruments budgétaires, la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 prévoit une incitation fiscale pour soutenir les investissements en forêts. C'est ainsi que les travaux de desserte forestière, de renouvellement ou d'amélioration des peuplements sont éligibles à une déduction de l'impôt sur le revenu, dans la limite d'un

plafond annuel de travaux de 1 250 euros pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, et de 2 500 euros pour un couple (Défi forêts). La mesure s'appliquera au revenu 2006. Ces mesures montrent l'importance qu'attache le Gouvernement aux investissements dans le domaine de la forêt.

Données clés

Auteur : M. Laurent Hénart
Circonscription : Meurthe-et-Moselle (1re circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 108980
Rubrique : Bois et forêts
Ministère interrogé : agriculture et pêche
Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 7 novembre 2006, page 11463
Réponse publiée le : 19 décembre 2006, page 13242